



Décision n° 2018-161

autorisant un survol à moins de 1000 m du sol dans le cœur du Parc national,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour ainsi que les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur CRAEYNEST, ingénieur Génie civil au sein d'EDF – direction production ingénierie hydraulique en date du 27 avril 2018, pour le compte de la société HÉLICOPTÈRE DE FRANCE, prestataire,

Considérant que la demande d'autorisation de survol est nécessaire à la mise en œuvre des travaux prescrits par l'arrêté de mise en demeure n°2018-3-03 du 15 mars 2018,

Considérant qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes, sont particulièrement sensibles à tout dérangement en période d'hivernage, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

Décide :

Article 1er :

La société Hélicoptère de France, localement représentée par Monsieur RINGOT Benoît et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies ci-après, à effectuer des survols à moins de 1000 m du sol dans le cœur du Parc national.

Ces survols ont pour objet :

- la vérification du fonctionnement du dispositif de restitution du débit réservé et la mise à jour des abaques de débitance ;
- l'acheminement des personnels de l'entreprise prestataire d'EDF et des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux complémentaires sur l'ouvrage hydroélectrique du Lac Long de la Gordolasque, tels que prescrits par l'arrêté de mise en demeure n°2018-03 susvisé.

Article 2 :

Jour de survol autorisé : mercredi 04 juillet 2018.

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contact

service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef de S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol :

- lieu de dépose : ouvrage hydroélectrique du Lac Long de la Gordolasque

- nombre de rotations : 5 rotations à 7h00, 4 rotations à 17h00.

- plan de vol : cf. plan de vol annexé.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées au plan de vol annexé, est interdit dans la zone cœur de parc national.

Trajectoires de vol strictement réalisées conformément aux plans annexés à la présente. L'appareil devra rester dans l'axe des vallées, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote : RINGOT Benoît

type d'appareil : hélicoptère Ecureuil type B3

n° de l'appareil : F-GTIE

nom de la compagnie : Hélicoptère de France

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 16 mai 2018

Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER



ANNEXE - DECISION N° 2018-161 HELIPORTAGES EDF - LAC LONG DE LA GORDOLASQUE

